

Communiqué
27 janvier 2010
Pour publication immédiate

Le Canada devrait appuyer un traité d'interdiction des armes nucléaires, selon un groupe d'experts

Le premier ministre Harper devrait appuyer activement les nouveaux appels en faveur d'un traité mondial pour éliminer toutes les armes nucléaires, selon l'opinion énoncée aujourd'hui par un groupe d'experts.

« Le gouvernement canadien doit consentir plus d'efforts pour arrêter la menace de la prolifération des armes nucléaires », a déclaré l'ancien sénateur Douglas Roche au sortir d'une conférence de deux jours à Ottawa, à laquelle participaient des universitaires, des représentants des gouvernements et des leaders de la société civile. Parmi les organismes représentés se trouvaient des délégués du Réseau canadien pour l'abolition des armes nucléaires, du Canadian Pugwash Group, des Médecins pour la survie mondiale, du Projet Ploughshares, et du Mouvement fédéraliste mondial (Canada).

« Il est urgent que le premier ministre Harper et le ministre des Affaires étrangères Cannon prennent publiquement position pour le désarmement nucléaire et réaffirment l'engagement du Canada pour un monde sans armes nucléaires », déclare Ernie Regerh, conseiller principal en politiques au Projet Ploughshares.

Les conférenciers ont aussi appelé le Canada à travailler en vue de changer les politiques de l'OTAN en matière d'armements nucléaires, qui proclament encore – 20 ans après la fin de la guerre froide – que les armes nucléaires sont « essentielles ». Cette position est en contradiction avec l'engagement canadien à l'égard du Traité de non-prolifération, qui exige de tous ses membres qu'ils collaborent à l'élimination complète des armes nucléaires.

« Il faut mettre fin à cette "ambivalence", alors que le président américain Barack Obama s'est engagé si clairement à travailler en faveur "d'un monde libre d'armes nucléaires" » a ajouté Mme Erika Simpson, professeur à l'Université Western Ontario et vice-présidente du Canadian Pugwash Group.

Les conférenciers ont rappelé qu'il existe encore 23 000 armes nucléaires, avec une puissance explosive combinée équivalente à 150 000 fois celle de la bombe d'Hiroshima. Les États-Unis et la Russie ont chacun 2 000 armes nucléaires sur un niveau d'alerte dangereusement élevé. « Avec un plus grand nombre de pays disposant d'armes nucléaires aujourd'hui, et davantage de vulnérabilités dans les systèmes, le quasi-miracle de l'absence de conflit nucléaire ne peut pas continuer à perpétuité », a commenté Dr Dale Dewar, directeur des Médecins pour la survie mondiale.

« On devrait entreprendre dès maintenant des négociations en vue d'une Convention sur l'armement nucléaire, qui consisterait en un traité interdisant la fabrication et le déploiement d'armes nucléaires n'importe où dans le monde » a déclaré Bev Delong, présidente du Réseau canadien pour l'abolition des armes nucléaires. « Déjà, 124 États membres des Nations-Unies ont voté en faveur d'une telle mesure, mais le Canada s'abstient toujours en prétextant qu'une interdiction globale est "prématurée" ».

Le groupe a critiqué ces restrictions canadiennes et a commenté : « La clé d'un monde libre d'armes nucléaires tient au fait de commencer les négociations maintenant, alors que les conditions politiques sont favorables », selon Pierre Jasmin, président des Artistes pour la paix. C'est aussi la position adoptée par 481 membres de l'Ordre du Canada, qui ont demandé au Canada de travailler activement à une Convention sur l'armement nucléaire.

Une nouvelle ère s'est ouverte quand les chefs de la Russie et des États-Unis se sont tous deux sérieusement engagés à orienter le monde sur une trajectoire irréversible vers l'élimination complète des armes nucléaires. Le monde risque autrement de tomber dans un « piège de la sécurité » où l'élimination des armes nucléaires deviendrait un objectif « souhaitable », ce qui signifie que l'objectif est tellement au-delà de l'horizon qu'il en devient dénué de sens.

« Il faut mettre fin maintenant au cycle actuel d'armement nucléaire, qui a commencé il y a 65 ans, avant qu'une nouvelle flambée de prolifération nucléaire n'ajoute de nouvelles menaces excessivement graves. »

Les groupes commanditaires de la Conférence ont formulé les recommandations suivantes à l'intention du gouvernement canadien :

- i) Il est urgent que le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères trouvent des tribunes prestigieuses pour prendre publiquement position sur le désarmement nucléaire et réaffirmer l'engagement du Canada pour un monde sans armes nucléaires.
- ii) Le Canada devrait soutenir une nouvelle doctrine stratégique de l'OTAN qui :
 - ⟨ accueille et reconnaisse la vague de revendications pour un monde sans armes nucléaires;
 - ⟨ confirme l'engagement de l'OTAN envers les objectifs du TNP et déclare que l'Article VI vise un monde libre d'armes nucléaires; et
 - ⟨ engage l'alliance dans des politiques de sécurité et de surveillance des armements qui soient conformes aux Articles I et II du TNP et qui soient conçues pour atteindre le désarmement nucléaire promis à l'Article VI.
- iii) Le gouvernement canadien devrait soutenir de nouvelles initiatives au sein de l'Europe et marquer officiellement son soutien au retrait de toutes les armes nucléaires non stratégiques encore présentes sur le sol européen, conformément à la revendication formulée depuis longtemps pour que toutes les armes nucléaires soient renvoyées sur le territoire des états à qui elles appartiennent.

- iv) Parmi les autres initiatives concrètes que peut prendre le Canada pour soutenir le développement d'une nouvelle relation stratégique avec la Russie, il faut considérer : valoriser le Conseil OTAN-Russie; demander un gel de l'élargissement de l'OTAN; promouvoir la poursuite du dialogue stratégique entre les États-Unis et la Russie en direction d'un nouveau traité de désarmement nucléaire; et soutenir des mesures de suivi qui mettent en cause d'autres états détenteurs d'armes nucléaires, dont la Chine.
- v) Le Canada devrait travailler à organiser un consensus au sein de l'OTAN pour que les politiques des états détenteurs d'armes nucléaires et celles de l'OTAN reflètent la norme mondiale, en vigueur depuis 1945, qui bannit l'utilisation des armes nucléaires.
- vi) Le Canada devrait féliciter les États-Unis et la Russie pour la négociation d'un traité de remplacement des pourparlers START sur la réduction des armements stratégiques et insister sur des engagements à la Conférence d'examen du TNP de mai 2010 pour faire progresser des réductions américaines et russes et des réductions multilatérales menant à l'élimination complète.
- vii) Tous les états actuellement membres d'alliances nucléaires, dont le Canada, devraient profiter du moment présent pour réduire et abandonner graduellement le rôle des armes nucléaires dans leurs doctrines de sécurité. Il faut faire entendre la voix du Canada dans ces nouveaux débats aux lourds enjeux.
- viii) Le Canada devrait faire pression pour que la Conférence d'examen du TNP de mai 2010 adopte un engagement à entreprendre des débats et des négociations en vue d'une Convention sur l'armement nucléaire ou un cadre instrumental en vue d'une élimination durable, vérifiable et exécutoire des armes nucléaires.
- ix) Le gouvernement devrait rétablir la pratique d'un lien d'inclusion avec les ONG en nommant des représentants de la société civile parmi la délégation canadienne à la Conférence d'examen du TNP de mai 2010.

Source : Ernie Regehr, OC, Conseiller principal en politiques, Projet Ploughshares, à Ottawa : (519) 591-4421